

Marcel Gauchet : "On a cru naïvement que l'intelligence collective allait sortir des réseaux sociaux"

Le philosophe, historien et intellectuel français Marcel Gauchet a évoqué pour Maddyness le rôle de l'innovation, des nouvelles technologies et des réseaux sociaux dans nos démocraties actuelles.

Temps de lecture : minute

19 septembre 2019

Republication du 25 juin 2019

Philosophe, historien français et rédacteur en chef de la revue *Le Débat*, Marcel Gauchet s'interroge depuis près de cinquante ans sur la construction de la démocratie et les enjeux du pouvoir politique. Il a publié l'année dernière l'ouvrage *Robespierre l'homme qui nous divise le plus, Des hommes qui ont fait la France*, consacré à ce personnage mythique de la Révolution française. À l'occasion des conférences USI, il a dressé un parallèle entre cet événement fondateur de la démocratie moderne et le mouvement des gilets jaunes, perçu comme une révolution contemporaine. Maddyness en a profité pour évoquer avec lui le rôle de l'innovation, des nouvelles technologies et des réseaux sociaux dans nos démocraties actuelles.

Maddyness - Sommes-nous programmés

pour réinventer ce qui a toujours existé ?

Marcel Gauchet - Nous avons le choix entre subir le passé sous la forme de résurgences que les psychanalystes appellent le refoulé ou se réapproprier le passé. C'est le défi très important posé culturellement par notre situation. Nous expérimentons depuis plusieurs décennies une sorte de prise de pouvoir par la connaissance qui justifie l'expression de "société de la connaissance". Nous ne vivons pas sur de l'acquis. Or l'acquis est susceptible d'être remis en question en fonction de savoirs optimisateurs de toute nature, capables d'apporter des réponses meilleures que ce qui existait jusqu'alors. L'inconvénient de cette règle de méthode, qui n'est pas destinée à disparaître, c'est qu'elle représente un premier temps. Elle laisse de côté quelque chose : que va-t-il rester de ce passé dont nous cherchons à améliorer l'héritage sans nous poser la question de ce qui a produit ce qui existe ? Et quand on l'oublie ou que l'on n'en tient pas compte, il a une propension à se rappeler à nous. Il faut se réapproprier le passé pour ne pas le subir ou nous deviendrions des marionnettes qui ont une prise sur la réalité mais sont toujours exposées à la contestation d'un passé qu'elles ne contrôlent pas.

N'assiste-t-on pas au contraire à une idéalisation du passé, avec le phénomène du "c'était mieux avant" ?

Cette expression est le fruit de l'ignorance : quand on connaît le passé, on n'a pas la tentation de penser que c'était mieux avant ! La nostalgie est le fruit de la non connaissance du passé. C'est un débat quotidien, représenté par l'opposition entre technophiles et technophobes qui sont tous dans l'erreur. Ce n'est pas la bonne démarche : dire que c'était mieux avant ne donne pas d'élément sur ce qu'était cet avant.

Vous évoquez le "présentisme" qui dédaigne le passé pour se concentrer sur le présent. Qu'en est-il du "futurisme" ?

Le futurisme n'est qu'une modalité du présentisme. L'obsession d'un futur plus ou moins imaginaire, en tout cas peu raisonné, aboutit à se concentrer sur le présent parce que c'est dans le présent qu'on le fabrique. C'est au nom du futur qu'on s'enferme dans le présent sans se demander ce que sera le futur. Il sera toujours, quoi que nous fassions et voulions, un mélange entre un héritage du passé et le produit du présent.

Comment intégrer ce passé de manière constructive dans un projet politique ou technologique tourné vers le futur ?

C'est tout le défi culturel de notre moment. Nous entrons dans une nouvelle période de digestion du prodigieux bond technologico-futuriste qui a été fait ces dernières décennies. Il n'y a pas de réponse univoque mais il va falloir retrouver le sens du passé. Il ne s'agit pas d'un plaisir, d'une sorte d'antiquariat mais il faut comprendre la manière dont ce passé continue de nous habiter. C'est une psychanalyse collective à faire, même s'il ne s'agit pas de nous soigner mais de nous donner une meilleure manière d'aborder le futur, de l'enrichir. Les individus qui font cette démarche à titre personnel en tirent un grand avantage sur leurs concurrents (rires). Certains l'ont très bien compris : leur action est guidée par une sorte de recherche d'équilibre. Ils se posent des questions sur le point atteint et ont donc une meilleure vision du point à atteindre. En termes d'efficacité économique-politique ou gestionnaire, ce que vous ignorez du passé, vous allez y être confronté. Il faut s'y préparer. La surprise permanente de responsables politiques face à des choses dont ils n'avaient même pas l'air de soupçonner qu'elles aient été possibles est

l'une des caractéristiques de notre société actuelle. Pourtant, il n'est en général pas très difficile d'anticiper.

Les réseaux sociaux sont-ils l'incarnation de la démocratie selon Robespierre ?

Je pense que ça l'aurait beaucoup intéressé. Mais il y a quelque chose qui l'aurait profondément choqué, c'est que l'expérience montre que, contre l'une de ses grandes images favorites, le peuple n'est pas uni. Il est au contraire très divers. C'est la grande différence entre les gilets jaunes et les sans-culotte, qui, eux, pensaient que le peuple était uni et avait une pensée commune : l'intérêt général. Ce qui est très démocratique dans les gilets jaunes, c'est qu'il n'était pas nécessaire d'essayer de fabriquer une espèce d'unanimité qui aurait été factice. C'est le peuple mais dont on admet qu'il n'est pas représentable comme une unité, ce qui aurait profondément gêné Robespierre.

C'est le propre des réseaux sociaux de mettre en exergue cette diversité de points de vue ?

C'est leur nature la plus profonde. Tout le monde communique avec tout le monde mais aucune unanimité ne peut s'y fabriquer. C'est une grande leçon de démocratie. L'unanimité ne conduit jamais à des décisions politiques très raisonnées. Il y a toujours des contradictions à assumer, c'est la tâche politique par excellence. C'est en cela que les gilets jaunes sont un mouvement à étudier car ils en étaient parfaitement conscients. D'abord en disant qu'ils ne voulaient pas de représentants. Mais pourquoi ? Pas simplement parce que les représentants vont inévitablement être pris dans la machine de la politique officielle. Mais aussi parce qu'il est impossible de représenter cette diversité. Pour le pouvoir, c'est un défi énorme. Quand vous avez un cahier des charges avec quelques mesures

évidentes, c'est une chose. Mais quand vous avez un carnet de doléances très divers, c'est beaucoup plus difficile d'y répondre. C'est la société avec laquelle il va falloir vivre.

Les réseaux sociaux ne pourraient-ils pas, au contraire, favoriser l'émergence de l'intérêt collectif cher à Robespierre ?

Bien sûr ! Mais ils ne sont qu'un point de départ : ils fournissent la matière première. La fonction de la politique est de fabriquer une unité à partir de cette diversité sans l'annuler. C'est un problème presque mathématique mais c'est plus simple en maths que sur un terrain pratique (rires) !

Robespierre était très attaché au contrôle des représentants. Les réseaux sociaux peuvent-ils être un outil de ce contrôle ?

Ils le sont déjà. Sauf que ce contrôle embryonnaire ne s'exerce pas dans les meilleures conditions. Le contrôle n'est pas l'insulte, le dénigrement systématique, le délire hostile ou la haine. C'est la volonté d'approfondir le pourquoi des décisions qui sont prises pour mieux les contester, pour raisonner. Nous sommes dans un processus d'apprentissage où l'on commence par se défouler et dans un deuxième temps, les gens en viendront à une démarche plus raisonnée. Les réseaux sociaux sont un moyen extraordinaire mais il faut savoir l'utiliser. Pour le moment, nous ne savons pas l'utiliser. On s'aperçoit que c'est aussi difficile de représenter le peuple honnêtement que d'exercer honnêtement la fonction de contrôle des représentants. C'est une construction, cela ne coule pas de source. Je tends à penser qu'on est au début d'un travail qui viendra de propositions. Je rencontre beaucoup de jeunes gens qui se tracassent de trouver les moyens, grâce aux réseaux sociaux, de bâtir

une vraie discussion politique, civique, dont le contrôle de l'action du gouvernement est une partie mais aussi une action de proposition. Parce qu'il ne suffit pas de critiquer ou dénoncer ce qu'il se fait mais on peut imaginer que dans tout un tas de domaines, il existe de meilleures solutions à bâtir. On a cru naïvement que l'intelligence collective allait sortir magiquement des réseaux sociaux. Non. Ils donnent l'instrument de l'intelligence collective mais l'intelligence est un travail et il reste à faire ! On est à un point de bascule parce que tout le monde en a assez de ce déferlement d'insanités qui fatigue même ceux qui les produisent. Le moment du défoulement est passé et celui de l'exercice sérieux commence à prendre son essor.

On oublie que la technologie n'est qu'un moyen, en somme.

Mais oui ! Et que l'intelligence collective comporte des règles, une discipline, tout un travail d'élaboration qui est tout sauf évident, qui est même très compliqué. Car plus on élargit le cercle - et c'est le propre des réseaux sociaux - plus la production de quelque chose qui sera un commun véritable, c'est-à-dire qui ne tombe pas d'en haut mais qui naît par en-bas, est difficile. C'est normal. Le défi est là : trouver les procédures qui, à l'échelle d'un très grand nombre, permettent de faire émerger une réflexion commune ou au moins des diagnostics partagés, puisqu'on peut considérer qu'en démocratie, il y aura toujours une division sur les options. Je pense que ça pourrait être une des fonctions principales de la discussion civique sur les réseaux sociaux. Le trouble de la démocratie est cognitif : on navigue dans le brouillard. On trouve des solutions à des problèmes qui ne se posent pas et on a des problèmes qui se posent dont personne n'envisage qu'ils aient des solutions ! Or nous avons aujourd'hui un outil formidable que sont les réseaux sociaux et que l'on n'avait pas auparavant. On est passé de l'époque des hommes providentiels, qui étaient capables de porter les aspirations du plus grand

nombre par intuition personnelle - et je pense qu'on n'en connaîtra plus - à un monde où tout le monde peut prendre la parole. On n'est plus obligé de s'en remettre à des gens qui savent mieux que nous.

Les "bulles filtrantes" des réseaux sociaux, qui nous enferment dans des cercles de discussion avec des gens dont les idées sont proches des nôtres, ne nous empêchent-elles pas de prendre conscience du collectif ?

Dans la démocratie, il y a toujours deux temps. Le premier est celui des activistes militants, ceux qui se sentent par naissance la vocation de parler au nom des autres. Ils parlent et on s'aperçoit que personne ne se reconnaît dans ce qu'ils disent. Le deuxième temps est celui du réveil de ce qu'on a faussement appelé la majorité silencieuse, qui est en fait les gens un peu moins sûrs d'eux et de leurs convictions, un peu plus réfléchis et ceux-là finissent toujours par se manifester. J'ai lu récemment un article sur l'effet Twitter qui dit que l'erreur complète des dirigeants politiques est de croire que ce qu'il se raconte sur Twitter reflète l'opinion publique. Mais pas du tout ! Ça reflète les points de vue les plus extrémistes de ces fameuses bulles. Il faut que le personnel politique se détache absolument de ce fantasme. Mais le problème désormais est de donner corps à cette majorité qui doit cesser d'être silencieuse pour devenir parlante. On est en train d'y arriver. Par définition, ces activistes sont sectaires, extrémistes, radicaux, intolérants. Mais la population ne l'est pas, elle a plutôt le sens des contradictions et c'est justement ce qui la paralyse. Quand vous êtes sans nuance, vous pouvez vous exprimer librement et dans l'intolérance complète de ceux qui ne pensent pas comme vous. La vraie fonction des réseaux sociaux par rapport à leur simplisme actuel sera de mieux faire émerger ces perplexités, ces doutes, ces interrogations avec lesquels il faut néanmoins composer. Il faut

raisonner historiquement : on a à faire à des mouvements, des processus. On n'a pas la formule finale des réseaux sociaux, on est dans le joyeux bazar de l'enfance des réseaux sociaux.

On pourrait donc réinventer la démocratie représentative. Mais la technologie pourrait-elle favoriser la démocratie directe ?

Je ne crois pas, non. Le processus démocratique est une dialectique entre l'éclatement : la diversité des intérêts légitimes, et la fabrication à partir de cela d'une unité. Les réseaux sociaux augmentent la diversité, l'éclatement, l'hétérogénéité, à tel point que certains disent que c'est le chaos. Cela rend d'autant plus nécessaire le travail de cohérence qui doit être effectué par des représentants, qui ont à tenir compte de ce qui sort de cette expression de la société, qui va être amplifiée par les réseaux sociaux. Si vous vous contentez de mettre bout à bout tout ce qui émerge dans ce nouvel espace public, vous êtes incapable de définir toute direction définie et cohérente. Et encore moins des priorités ! Car s'il n'y a que des urgences extrêmes et que vous disposez de moyens limités, vous ne pouvez rien faire.